



**Collège
Européen
de Cluny**
démocraties locales
& innovation



**UNIVERSITÉ
JEAN MONNET**
SAINT-ÉTIENNE



Séminaire de formation Inclusion sanitaire et sociale dans les territoires

Organisé par le Collège Européen de Cluny au sein de l'abbaye de Cluny

Animé par Boris CHEVROT

Avec la participation des étudiants du master Intervention et Développement social - Parcours PSDT de l'université Jean Monnet à Saint-Etienne et de professionnels

5 au 7 octobre 2020 : Séminaire de formation Inclusion sanitaire et sociale dans les territoires



La communauté de communes française du Clunyois est située dans le département de Saône-et-Loire en région Bourgogne-Franche-Comté. Cluny compte 4800 habitants et le taux de chômage actuel s'élève à 8.7%. Cette population compte 35.6% de personnes qui ont entre 0 et 29 ans, 31.3% de personnes qui ont entre 30 et 59 ans et 33.2% de personnes qui ont 60 ans et plus. Cette communauté de 2371 hectares se compose d'un petit centre urbain et d'une zone agricole constituée de petits bourgs ruraux. C'est au sein de cette ville que nous avons eu l'occasion de participer à un séminaire. Celui-ci se composait en deux grandes parties. Tout d'abord, une première partie du séminaire s'organisait avec un public de professionnels, où nous avons été formés sur la notion de l'inclusion sociale autour de diverses activités proposées telles que des tables rondes, des temps d'échanges ou bien encore de questionnement en petit groupes autour de la question centrale :

Comment les acteurs d'un territoire peuvent-ils favoriser l'inclusion sanitaire et sociale de leurs habitants ?

La seconde partie de la semaine s'est axée sur de la réflexion autour des Entreprises à But d'Emploi (EBE) et d'une enquête de terrain. Notre groupe d'étudiants s'est confronté à une démarche exploratoire afin d'approcher le terrain dans le but de recueillir un éventail d'avis de la population clunyoise concernant le projet « Territoires zéro chômeur de longue durée » (TZCLD). Cette enquête répond à une commande passée par la communauté de commune du grand clunyois, et l'agence du patrimoine. L'objectif de celle-ci était de récolter des informations auprès des habitants de Cluny, afin d'estimer leur connaissance sur le projet TZCLD, et ainsi vérifier la communication effectuée autour de ce projet. Notre seconde partie de l'enquête, concernait la récolte de réponses et idées, comme par exemple des endroits désaffectés, qui nécessiteraient un travail de restauration/ d'entretien, pouvant ainsi de ce fait, participer à la création d'un poste éventuel pour ce projet. L'enquête s'inscrivant ainsi dans un apport

de réponses, d'informations et d'idées pour rendre possible la labellisation du territoire clunysois comme Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée lors du prochain vote.



Ce projet fut créé le 7 octobre 2016 pour prendre la suite de l'action et démontrer qu'il est possible à l'échelle de petits territoires, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite, un emploi à durée indéterminée à temps choisi, en développant des activités utiles pour répondre aux besoins des divers acteurs du territoire.

L'inclusion des chômeurs de longue durée est un élément central de ce projet. La différence avec toute entreprise de réinsertion, où pour aider à trouver du travail, est qu'ici, les activités créées au sein de la localité doivent être utiles pour la communauté et ne doivent pas créer une concurrence avec les structures locales.

Nous avons ainsi reçu pour commande, en ayant pour objectif de récolter des informations et des idées permettant la future labellisation de Cluny en tant que territoire zéro chômeur de longue durée. Afin d'» parvenir à ce recueil d'informations, nous avons effectué une immersion au sein de la ville, pour mener des entretiens avec des professionnels plus ou moins renseignés sur le projet, mais aussi des micro-trottoirs avec des habitants clunysois. L'échantillon de personnes interrogées à l'issue de cette enquête est de 53 entretiens.

Inclusion sociale : Correspond à un processus qui permet aux personnes en danger de pauvreté et d'exclusion sociale de participer à la vie économique, sociale et culturelle, et de jouir d'un niveau de vie décent.

Recherche action : Cette méthode de recherche sociale qui met l'accent non seulement sur une meilleure compréhension du problème, mais essaie aussi de contribuer à la résolution du problème social étudié. La recherche est un moyen d'action. L'intérêt de cette recherche est de se familiariser avec la notion d'inclusion et avec le terrain sur lequel cette notion doit être appliquée et se former à la recherche en sciences sociales dans un temps court tout en étant efficient.

Limites : Les limites de notre enquête au sein de Cluny concerne un temps d'enquête restreint, population parfois peu accessible.

Innovation sociale : Elaboration des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment des utilisateurs et usagers.

Retour sur Cluny

Lors de notre semaine de séminaire sur le thème de l'inclusion sanitaire et sociale, diverses activités ont été mises en place afin de favoriser les échanges entre étudiants et professionnels, familiers à la notion d'inclusion, et nous avons pu, de ce fait, travailler en petits groupes sur des notions et méthodes de travail collectives. Tout au long de ce séminaire, nous avons intégré des notions sur différentes techniques de travail, menées et animées par Boris Chevrot.

Appropriation de la notion d'inclusion :



La première activité du séminaire a permis à chaque membre, professionnel ou étudiant, de se présenter brièvement en se familiarisant avec la notion d'inclusion sociale. Sur le sol, étaient disposées des étiquettes sur lesquelles étaient inscrites des mots en lien avec le domaine de l'inclusion. Chacun a choisi une étiquette et s'est présenté devant le groupe en justifiant son choix de mot. Cette première activité nous a permis de nous repérer et d'avoir un aperçu du parcours de chacun des participants du

séminaire. Nous avons nous-même introduit ce séminaire à propos de l'inclusion sociale en évoquant chacun à notre tour une notion à son propos

Le co-développement :

Nous avons expérimenté un outil d'entraide et d'intelligence collective. C'est un processus d'intelligence collective qui vise à faciliter la résolution collective d'un problème. Plusieurs groupes de 5 à 7 personnes comprenant des étudiants et des professionnels ont été constitués.

Etapes de la technique du co-développement :

Dans un premier temps, un professionnel de chaque groupe devait présenter un problème, une préoccupation, un projet auquel il était confronté dans l'exercice de ses fonctions.

Dans un deuxième temps, les autres personnes du groupe devaient poser des questions au professionnel afin de clarifier la problématique et de recueillir plus d'informations.

Ensuite, chacune des personnes du groupe consacrait du temps à la réflexion afin d'apporter des éléments de réponse face à la problématique du professionnel.

Chacune des personnes présentait, par la suite, ses idées au professionnel qui avait pour consigne de rester silencieux.

Puis ce dernier sélectionnait les solutions qu'il souhaitait retenir tout en justifiant pourquoi certaines idées n'ont pas été retenues.

Cette démarche pragmatique favorise le pratique et le concret. Les divergences d'avis au sein des groupes ont libéré la créativité et ainsi fait naître des idées utiles afin d'apporter des éléments de réponse.



Table ronde :

Trois professionnels sont intervenus dans le cadre d'une table ronde pour discuter et présenter leurs apports sur la notion d'inclusion. Dans un premier temps, nous avons accueilli Gaël Guilloux, designer. Son travail, par la réflexion et l'adaptation spatiale de certains espaces, permet de favoriser la notion d'inclusion et de bien-être des individus dans un cadre institutionnel. Un des exemples cités est celui du réaménagement de l'espace pour la fondation Bon Sauveur au sein d'une unité psychiatrique. Le diagnostic, observé pendant la visite des lieux, concerne certaines zones d'ombres de l'établissement, qui provoquent chez les individus en souffrance psychique de l'agitation ainsi que des situations

conflictuelles qui pourraient se révéler, dans certains cas, dangereuses. L'objectif du professionnel ici, en partenariat avec les acteurs de la structure, est de prendre en compte les besoins des patients et de restructurer le bâtiment dans un souci de bien être général et d'apaisement.

André Gaillard, infirmier de profession, travaille-lui aussi sur la même problématique d'inclusion mais fonctionne, à contrario de Gaël Guilloux, en dehors des institutions, sur le territoire de Macon dans le domaine de la psychiatrie des précarités. Il intervient auprès des personnes qui sont étrangères aux services sociaux. Il s'occupe de faire le lien entre l'individu et les institutions. Il explique que les individus ont des compétences, malgré leurs grandes difficultés psychiques. Il agit dans une pensée qui inclut les besoins des personnes, tout en respectant le besoin d'exclusion, il existe des personnes qui ont besoin de leur espace, de la possibilité de s'isoler... Ici, il ne s'agit pas de faire pour l'autre, mais de faire avec.

Madeleine Akrich, elle, est une sociologue qui s'intéresse à la question de l'innovation. Elle conclut la table ronde en traitant la question de l'innovation dans le cadre de la santé, comme les deux autres professionnels. Elle explique que pour elle, l'innovation dans la santé peut être considérée comme telle, lorsque des familles/ personnes atteintes de maladies orphelines deviennent en quelque sorte des spécialistes, et, grâce à leur persévérance, arrivent à faire avancer la recherche. En effet, par le biais des associations, groupes de paroles/ soutien qu'elles créent sur les réseaux, blogs, elles contribuent à "mettre en lumière" des maladies ou des aspects de certaines maladies, qui étaient jusque-là ignorées par le monde de la recherche.

Présentation d'une EBE

Une "EBE, c'est quoi ?"

Une EBE est une Entreprise à But d'Emploi qui a pour enjeu majeur d'encourager la mobilisation des habitants sur leur territoire. Son objectif est de créer des emplois pour des personnes qui se sont éloignées durablement du monde du travail, afin de concourir à la constitution d'un "territoire zéro chômeur". L'innovation sociale se situe dans la démarche de retour vers l'emploi. En effet, les emplois auraient la particularité d'être créés en fonction des capacités et envies des chômeurs de longue durée, et non, dans les cas connus jusqu'alors, de sélectionner des chômeurs en fonction des postes vacants et déjà existants.



Les trois grands principes d'une EBE :

« **Personne n'est inemployable** » : les conditions d'organisation du travail doivent permettre à chacun de valoriser ses compétences et ses savoirs faire ou bien de se former dans un domaine choisi

« **Ce n'est pas le travail qui manque** » : De nombreux besoins du territoire ne sont pas satisfaits, des travaux ou services utiles et non rentables peuvent être transformés en emplois sans mise en concurrence avec le marché et les services publics présents

« **Ce n'est pas l'argent qui manque** » : chaque année, le chômage de longue durée constitue un coût financier important. Les dépenses engagées par la collectivité pourraient être mobilisées différemment



Dans le cadre du dispositif, est considéré comme chômeur de longue durée tout individu habitant sur le territoire depuis plus de 6 moi et cherchant activement un travail depuis 12 mois ou plus

Quelle est son origine ?

Ce projet débute dans les années 1990, porté par Patrick Valentin, un entrepreneur social travaillant avec de nombreuses personnes en situation de handicap ou au chômage de longue durée, privées d'emploi. Cette expérimentation était menée à Seiches sur le Loir. En absence de cadre légal permettant de réorienter le financement expérimental, le projet échoue. En 2011, l'association internationale ATD Quart Monde relance le projet en partenariat avec le Secours catholique, Emmaüs France, le Pacte civique et la Fédération des acteurs de la solidarité. (On peut faire des bonhommes qui travaillent ensemble et qui ont une tête avec le sigle de ces assos).



Par an, un chômeur de longue durée coûte entre 15 000 et 18 000 euros à l'État en subventions, versement du chômage, ... L'objectif des EBE est de se voir distribuer 18 000 euros par projet ou poste créé pour les chômeurs de longue durée (entre la création du poste à proprement parler, des outils nécessaires et fournitures...) et leur permettre ainsi un retour à l'emploi.

Légalement, comment ça se passe ?

Une proposition de loi est élaborée par un groupe de députés, grâce à la contribution de Laurent Grandguillaume. La loi est adoptée à l'unanimité le 29 février 2016 par l'Assemblée nationale et le Sénat. Elle permet ainsi l'habilitation de dix « petits » territoires expérimentaux. Cette loi prévoit que pendant 5 ans, la contribution au développement de l'emploi versée aux entreprises à but d'emploi (EBE) soit effectuée par le fond d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée. Ce dernier recueille l'ensemble des financements nécessaires à la mise en œuvre de cette expérimentation. Ces fonds peuvent provenir de l'État, des conseils départementaux et régionaux, des communautés de communes engagées dans l'expérimentation, mais aussi des organismes publics et privés volontaires. Dès lors, elles sont ainsi conventionnées pour créer des CDI au SMIC à temps choisi. En juin 2020, une proposition de loi visant l'étendue et le prolongement de l'expérimentation a été déposée au parlement afin d'être examinée en septembre de la même année. Inclusion fait partie des EBE concourant à la labellisation.



Et ça fonctionne comment ?

Cela nécessite d'aller à la rencontre des chômeurs de longue durée afin d'effectuer un bilan de leurs compétences et de leurs envies. En parallèle, les différents acteurs du territoire sont mis à contribution pour signifier leurs besoins concrets d'activités sur le territoire. Cela permet ainsi d'associer les besoins des chômeurs et les besoins du territoire. L'EBE qui est créée ne doit pas entrer en concurrence avec une entreprise déjà existante, autrement dit : qualifiée de « classique », pour une inclusion saine, stable et durable sur le territoire. Elle doit avoir un intérêt profond pour le territoire. De même, elle entre dans un questionnement à propos des enjeux de transitions sociales et écologiques, de l'économie circulaire, de la sécurité alimentaire et du service à la personne. Tendre vers ces deux objectifs permet, par ailleurs, aux travailleurs d'être valorisés socialement.



Et concrètement, vous avez un exemple ?



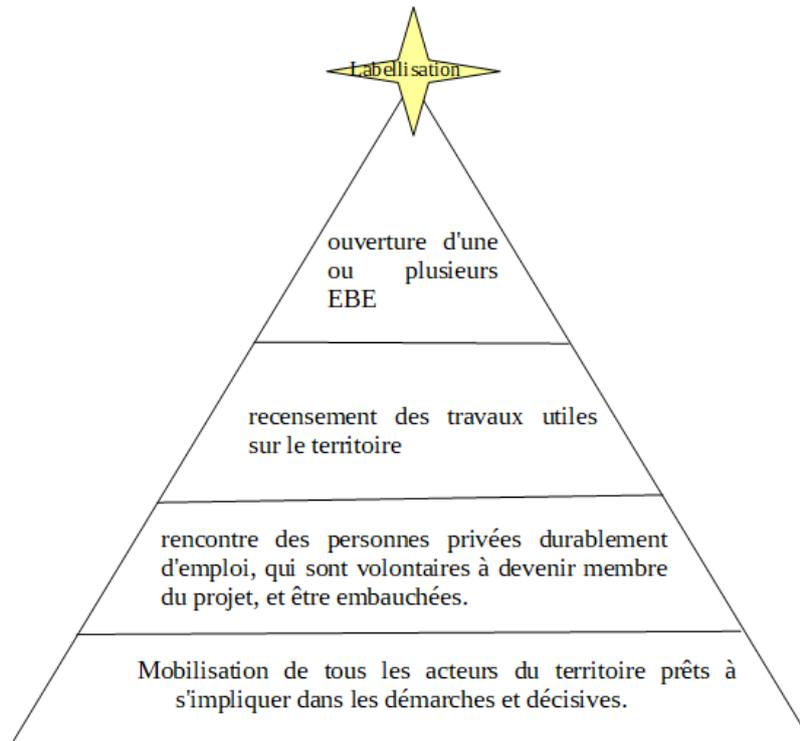
Le territoire de Prémery est un territoire 0 chômeur depuis 2017.

Pour cela, il a validé les quatre phases de labellisation.

Lors de notre séminaire à Cluny, nous avons rencontré Marie-Laure Brunet, chef de projet de l'EBE 58 située sur la commune de Prémery. En février 2017, l'EBE58 crée des postes afin d'employer des chômeurs de longue durée du territoire. Aujourd'hui l'entreprise comporte environ 90 salariés encadrants ou bénéficiaires du dispositif territoire zéro chômeur de longue durée, ce qui la positionne comme première employeuse du territoire. Après nous avoir brièvement présenté l'entreprise, elle a soulevé différentes questions et problématiques présentes sur le territoire de Prémery.



Ces dernières proviennent des constats du terrain effectué à partir des contraintes budgétaires et managériales :



1. Quels seraient les indicateurs permettant de « montrer » le rôle d'inclusion sociale de l'EBE58 et de cohésion territoriale ?
2. Comment permettre à ces activités de cohésion sociales d'être solvables pour créer des emplois stables et durables ?
3. Comment penser l'intégration des nouveaux volontaires, parfois en difficulté, afin qu'ils puissent rejoindre un groupe représentatif de la société qui les a rejetés ?
4. Comment amener des salariés déjà présents ayant connu de multiples directions et ayant construits des palliatifs au déficit organisationnel ?

Ensemble, nous avons réfléchi le temps d'un après-midi à des solutions sur diverses problématique avec la méthode des **chapeaux de Bono**. Cette méthode contribue à un mieux penser, à améliorer la qualité de nos relations et notre productivité. Inventée par le psychologue Edward de Bono, elle consiste à diviser la réflexion de l'individu en 6 phases distinctes. Chaque chapeau représente par sa couleur une manière de penser face à une même situation donnée.



Il s'agit d'une méthode pour mobiliser toutes nos manières d'appréhender un problème simultanément. Dans le cadre du séminaire, nous avons défini des groupes mixtes (professionnels/étudiants) afin que chaque groupe puisse répondre à une question posée en utilisant les chapeaux de Bono. Après répartition des rôles, les différents membres du groupe ont dû adopter la posture indiquée par la couleur de leur chapeau, même si cet exercice ne fut pas le plus facile notamment pour les personnes de nature optimiste ayant le chapeau noir « Pessimisme » !

Nous avons mis notre intelligence collective au service de Marie-Laure BRUNET pour lui permettre d'entrevoir des propositions de solutions nouvelles. Cet exercice à partir d'un cas pratique nous a formé à cette technique d'animation.





Temps de réflexion collective autour de l'exercice des Chapeaux de Bono.

Incluniso, un premier test pour une EBE à Cluny

Dans le cadre d'une future présentation à la loi pour devenir un territoire zéro chômeur, la communauté de commune du clunyois, en partenariat avec l'agence du patrimoine, ont mis à jour le projet Incluniso en 2017.

Pour rappel, l'objectif de ce projet est de trouver des activités à but d'emploi, qui seraient bénéfiques pour le territoire du grand clunyois, et permettrait sur le long terme, de fabriquer des emplois afin d'obtenir la labellisation "territoire zéro chômeur", à leur tour.

Plusieurs activités ont été expérimenté comme « Anti-Gaspillage alimentaire » par exemple. Cela consiste à récupérer et valoriser les invendus dans les supermarchés afin de répondre à un besoin des supermarchés et des associations locales pour l'aide alimentaire aux familles en situation de précarité.

Enquêter sur le terrain du grand Clunisois

Pour répondre au mieux à la commande passée par la communauté de commune du grand clunysois, et l'agence du patrimoine, nous avons ainsi mené une enquête de terrain. Dès le début du séminaire, nous nous sommes répartis en binômes dans l'optique de mener divers entretiens et d'interroger les habitants du territoire sur le projet TZCLD à Cluny. Chaque binôme avait pour objectif de mener un (ou deux) entretiens d'une heure environ, avec un acteur du territoire clunysois. Dans ce cadre, nous avons eu l'occasion de nous entretenir avec, entre autres, un chef d'entreprise, l'ancien maire de Cluny, le président de la communauté de communes, un coordinateur MSAP, et d'autres acteurs du territoire. Nous avons, par binôme, constitué une grille d'entretien chacun, afin de mener nos entretiens. Nous avons ainsi eu l'occasion d'aborder avec ces personnes divers thèmes nous intéressant plus particulièrement, toujours en lien avec le domaine de l'inclusion.

“On me propose toujours des meubles, même les notaires m'appellent pour me donner des meubles. On n'a pas besoin de meubles mais d'affaires de toilette, des serviettes etc. Ça part à la déchetterie et c'est vraiment dommage, les gens seraient vraiment contents de retravailler, manipuler... On a la matière première pour des gens qui parlent pas la langue c'est universel”



Extrait d'un entretien avec Anne, présidente de l'association Etap

En plus de ces entretiens, nous avons également interrogé des habitants de la ville de Cluny en menant des micros-trottoirs. Nous avons, au préalable, découpé le territoire clunyois en plusieurs parties afin que chaque binôme se rende dans une zone de la ville en particulier. Nous avons également préparé, en amont, un questionnaire commun, afin que l'orientation de notre questionnaire, les problématiques à relever et à analyser, soit mutualisable et donc ait davantage de sens. Vous retrouverez en annexe du livret, notre grille commune. Nous avons notamment cherché à saisir les caractéristiques sociales des personnes que nous avons interrogées, ainsi que leur perception du projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée. Nous nous sommes donc entretenus avec un ensemble de 53 personnes sur le territoire clunyois. Nous avons mené 9 entretiens avec des professionnels et interrogé 44 habitants de la ville de Cluny. L'enjeu à travers ces rencontres était de saisir au mieux l'avis des acteurs du territoire sur le projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

MISE EN PLACE DE L'ENQUÊTE

L'intervention de Sonja KELLENBERGER, docteure en sciences sociales, nous a permis d'aborder l'immersion sous un angle différent. En nous exposant son travail d'enquête effectué à Nanterre, nous avons été plus sensible à l'utilisation de nos cinq sens pour nous ouvrir au terrain observé. En effet, cette dernière nous a expliqué l'usage intéressant de la photographie lors d'une enquête au sein d'une université et l'impact des photographies au sein de ses recherches.

Nous avons cherché à atténuer notre posture de chercheur conventionnel afin de ressentir l'environnement différemment. Nous avons été plus attentifs à nos propres ressentis au cours de l'immersion. Les binômes se sont positionnés de façon discrète pour arpenter attentivement les rues de Cluny. L'utilisation de la photographie nous a permis d'appréhender le territoire autrement que les jours précédents lorsque nous nous promenions dans la ville. Notre attention s'est posée sur des éléments nouveaux, comme par exemple les espaces verts, l'aménagement urbain des espaces de rencontres (ex. places, bancs, etc.)

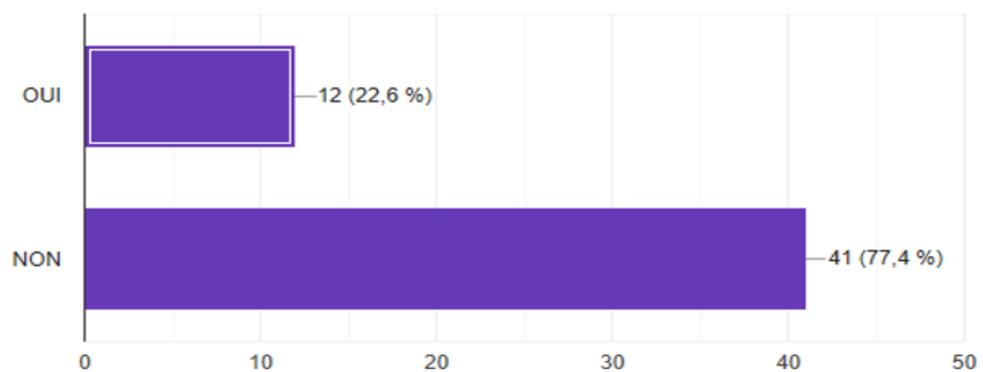
Enquête de terrain



Nous avons pu analyser les points positifs et négatifs de ce projet, nous avons récolter des informations concernant la connaissance de ce dernier parmi la population clunisoise mais aussi leurs avis.

Connaissance du projet

53 réponses

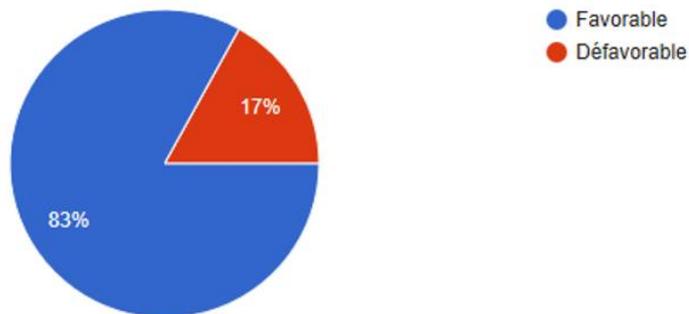


D'après le graphique précédent, on observe que sur les 53 personnes interrogées seulement 12 connaissaient le projet.

Il semblerait alors que la communication autour du programme a eu une faible portée et fut donc peu relayé à l'ensemble de la population clunyoise.

Avis

53 réponses



Comme le montre le graphique ci-dessus, une majorité de la population de Cluny s'est montrée favorable au projet. Cette dernière montre un intérêt particulier puisque les personnes interrogées ont su nous faire part de leurs propositions et de leur bienveillance vis-à-vis du programme Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée.



Quartier HLM de Cluny

Tableau récapitulatif des différents avis récoltés lors des entretiens, micros-trottoirs et/ou porte à porte :

Avis positifs	Avis négatifs
<ul style="list-style-type: none"> - Apporter du dynamisme au territoire clunisois - Aider les chômeurs à retrouver une activité économique - Favoriser le développement socio-économique du territoire clunyois - Valoriser les compétences individuelles de chacun en partant du principe que personne n'est inemployable et « en respectant les capacités de chacun » - Favoriser le lien et l'inclusion sociale des individus - Se rendre utile pour la société - Valoriser un travail essentiel aux besoins du territoire - Œuvrer pour l'économie sociale et solidaire via un réseau d'acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Non prise en compte des personnes sans emploi mais qui ne sont pas enregistrés en tant que chômeur - Privilégier plutôt l'accompagnement individuel des chômeurs plutôt que la création d'emplois - Risque des projets de construction de mener à la destruction des espaces verts de Cluny (et conséquences négatives sur le tourisme en cas de destruction des espaces verts) - Impossibilité de forcer l'inclusion sociale « des gens ne veulent pas rentrer dans le moule du mode de vie de la société » - Projet trop ambitieux voire utopique - Projet non nécessaire car la mairie ainsi que la communauté de commune gèrent parfaitement la situation

« Le projet pourrait permettre de réduire la délinquance si les jeunes avaient un travail, on se sentirait plus en sécurité dans les rues de Cluny. » *Thomas, cuisinier en recherche d'emploi*

« Le manque de motivation de certains individus pourrait poser problème » *Antonia, retraitée*

« C'est une bonne chose d'inverser la logique en termes d'indemnités de chômage, de reverser directement l'indemnité aux structures plutôt qu'aux individus ». *Marion, restauratrice*

« Ça fait maintenant des années qu'un projet 0 chômeur a été mis en place mais rien ne change et cette foi, se sera pareil. » *Laura, en recherche d'emploi*

Zoom sur deux portraits

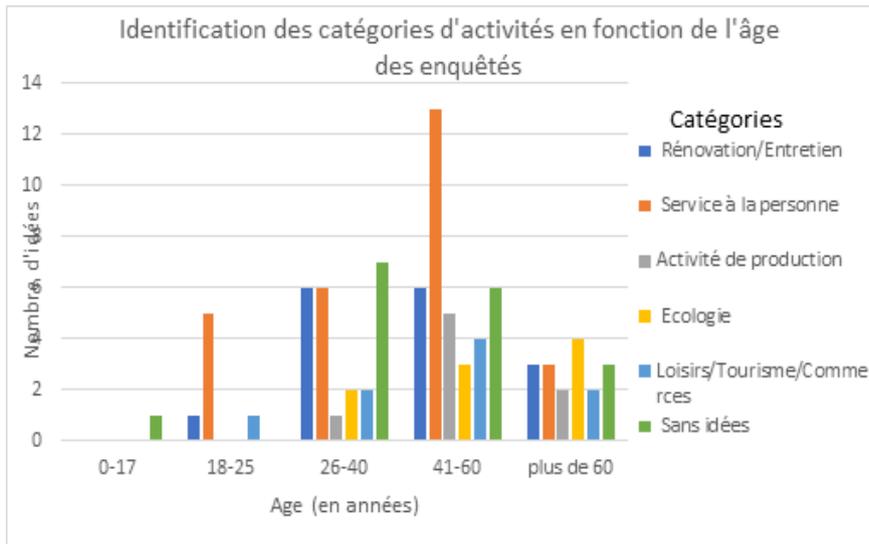


Sylvie est agent de la police municipale. Elle habite dans un village à quelques kilomètres de la ville de Cluny au sein de laquelle elle travaille. Elle apprécie le territoire clunyois qu'elle qualifie de très dynamique en raison des nombreuses initiatives mises en place. De par son travail, elle a eu connaissance du projet Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée. Si elle est plutôt favorable au projet dans son ensemble, elle émet toutefois quelques réserves à son sujet. Au lieu de créer de nouveaux emplois, Sylvie préconise un plus grand suivi (personnalisé et individualisé) des demandeurs d'emplois. Elle suggère donc d'apporter davantage de soutien et d'appui aux chômeurs qui doivent être selon elles plus épaulés, plutôt que de créer de nouveaux emplois comme le prévoit le projet TZCLD.

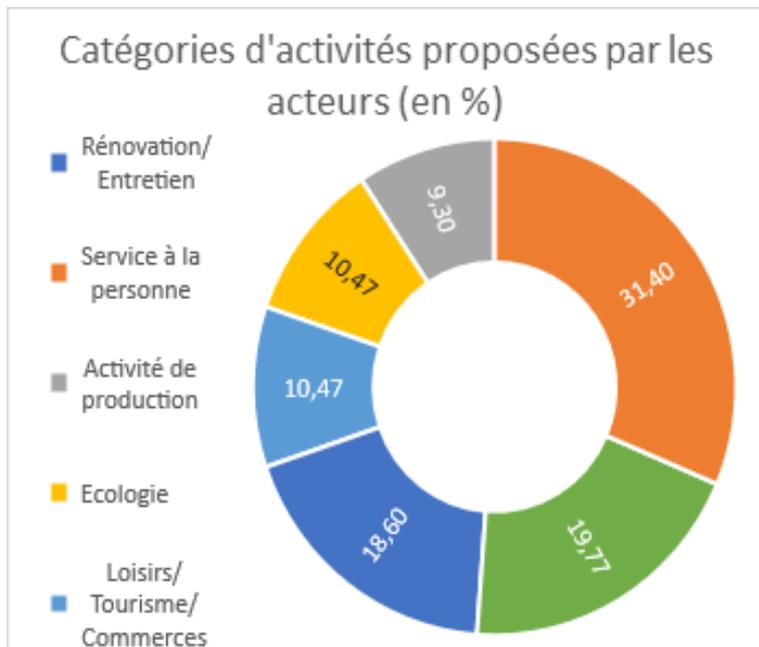


Thierry est chef d'entreprise sur le territoire clunyois. Il explique travailler au sein d'une entreprise qui embauche régulièrement et localement. C'est une entreprise engagée dans l'environnement. Il a participé au projet Incluniso avec pour principe le remanufacturing de compresseurs et de moteurs, en travaillant notamment avec des personnes en recherche d'emploi. Thierry est plutôt d'accord avec les différents principes du TZCLD. Toutefois, il reste critique vis-à-vis du concept de non-rentabilité des différents emplois créés. Il considère, en effet, que chaque tâche doit avoir un sens et s'inscrire dans une logique d'entreprise de rentabilité globale. Par ailleurs, il met en doute la possibilité de créer des emplois non concurrentiels. Il considère le projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée

Recueil des propositions effectuées par les acteurs du territoire



Dans le cadre de notre enquête, 53 personnes (22 hommes et 31 femmes) ont été interrogés avec comme tranche d'âge dominante les 41-60 ans. La dominance de cette tranche peut s'expliquer notamment par, le jour de l'interrogation qui a eu lieu le jeudi, un jour en semaine où la majorité des travailleurs ne sont pas disponibles.



L'un des objets de l'interrogation, était de savoir quels secteurs d'activités les enquêtés souhaitent voir être mis en place dans le projet « territoires zéro chômeur de longue durée ». Pour cela, l'une des questions posées était « Quelles sont les activités que vous imaginez, et que vous aimeriez voir être mises en place sur le territoire Clunysois ? ».

À la suite de cette interrogation, deux secteurs d'activités ressortent bien plus que les autres : le service à la personne et

tout ce qui concerne les loisirs, le tourisme et les commerces. L'émergence de ces idées montre la volonté de développer l'activité de Cluny tout en incluant les personnes de tout âge. En effet, concernant le service à la personne, secteur d'activité le plus demandé durant ces interrogatoires, nous nous apercevons qu'il y a une réelle motivation d'inclure les personnes, n'ayant pas forcément la possibilité de participer activement à la vie de Cluny. Pour remédier à cela, les habitants ont notamment pensé à la

mise en place de moyens de locomotions. Selon eux, cela permettrait à tous de profiter du centre de Cluny et de ses atouts. Ce besoin montre alors qu'aujourd'hui certains obstacles empêchent l'épanouissement de tous, mais cela pourrait être amélioré par le projet zéro chômeur de longue durée. En revanche, on s'aperçoit également que bon nombre savent qu'il y a des éléments à améliorer mais n'ont d'idée précise d'activité à réaliser.

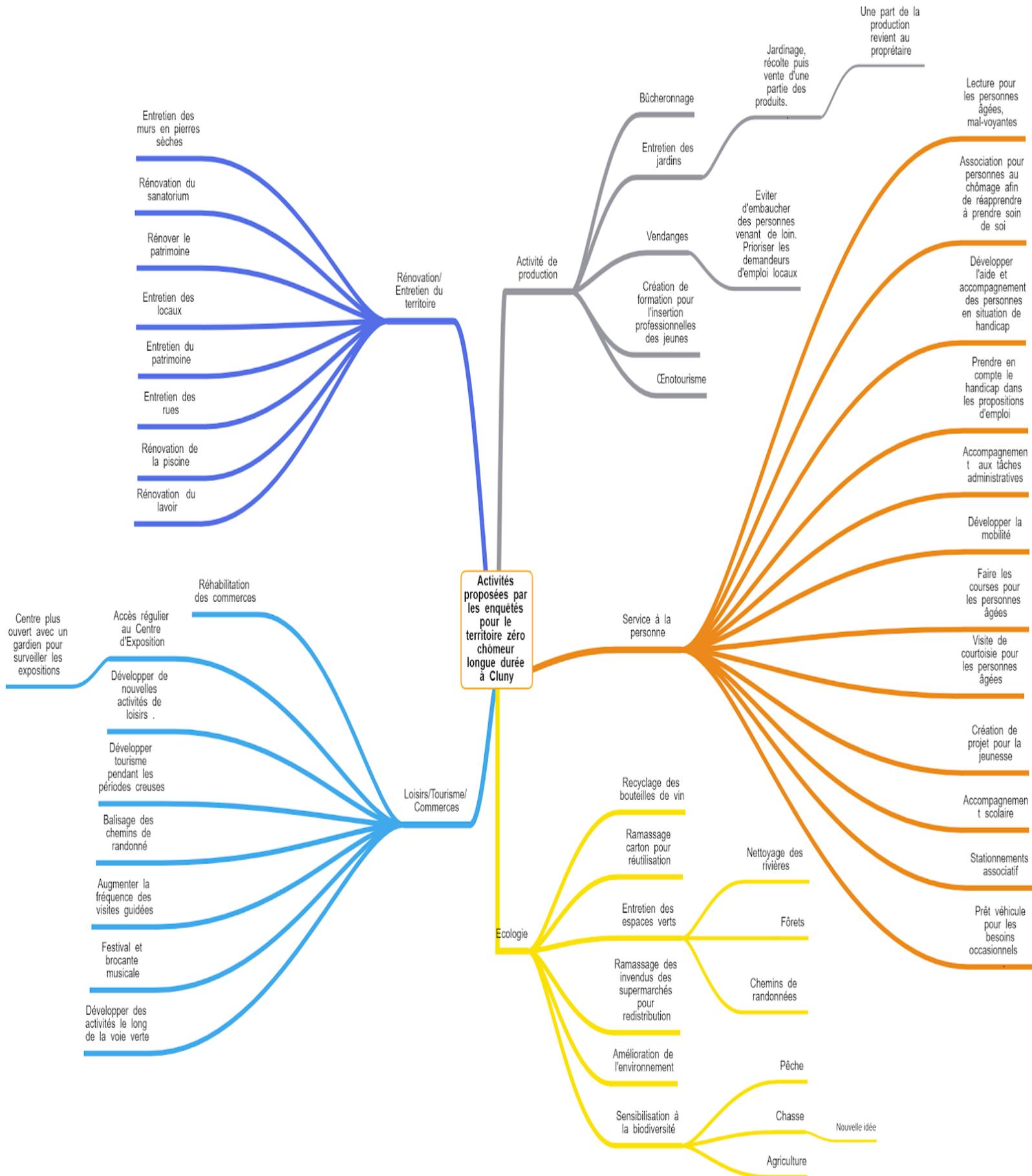


Photos de bâtiments à prendre en considération d'après les habitants de Cluny (le Sanatorium de Gergesserin, des terrains de tennis abandonnés, espaces de circulations, façades de bâtiments...)

Représentation des propositions d'activités recueillies lors de nos entretiens



La carte ci-dessus, nous montre la répartition des besoins d'activités recueillis lors de nos entretiens. On remarque que, le service à la personne (orange) et les activités de productions (jaune) sont les plus proposés ici, suivis des activités écologiques et environnementales. On observe également sur la carte que pour la majorité des personnes interrogées (points bleu clair) ils ont connaissance du besoin du territoire et nous ont fait part d'au moins une activité.



Carte mentale afin de classer toutes les activités proposées par les enquêtés pour le TOCLD

Conclusion



Lors de notre arrivée au sein de la ville de Cluny, nous avons été accueillis par l'engouement de Claire AUTANT-DORIER et par le dynamisme de Boris CHEVROT. Après la découverte de l'Abbaye, une introduction autour de l'inclusion sociale et un temps de rencontre avec les professionnels, notre investissement dans ce séminaire nous a semblé évident. Au-delà de l'expérience de vie en collectivité, notre promotion a tiré profit de multiples bénéfices de ce séminaire. Nous avons intégré des

éléments théoriques et relatifs à la vie professionnelle mais aussi des méthodes d'animations accessibles et pertinentes dans le cadre d'une réflexion collective. Nous avons aussi, pour certains, effectué notre première enquête de terrain afin de récolter des données utiles pour un dispositif déjà existant. Arpenter les rues de Cluny afin de rencontrer les habitants et repérer les besoins de ce territoire a été une expérience collective très intéressante. Nous avons eu l'opportunité de penser, organiser et analyser l'enquête de façon relativement autonome au sein de notre promotion. Ce fût l'occasion d'apprendre à repérer les compétences organisationnelles, théoriques, méthodologiques, relationnelles et fédératrices de chaque étudiant. Bien évidemment, la rédaction de ce livret représente également un support d'apprentissage du travail de réflexion et de rédaction collective conséquent. Nous tenons à remercier chaleureusement Boris CHEVROT, principal acteur de ce séminaire, pour son dynamisme et son engagement. Nous remercions également notre professeur Claire AUTANT-DORIER pour son implication au sein de ce séminaire. Nos remerciements s'adressent aussi à l'ensemble des professionnels présents lors de ce séminaire et aux personnes avec qui nous avons menés des entretiens.



En espérant que la lecture de ce livret vous a donné un aperçu vivant de notre semaine de séminaire et que vous aurez autant pris plaisir à le lire que nous à l'écrire.

*Les étudiants en Master 1 Politiques
Sociales et Développement Territorial*

Annexes

Questionnaire micro-trottoir de rue :

Sexe :

Homme Femme

Age :

18 ans

18 à 25 ans

26 à 40 ans

41 à 60 ans

Plus de 60 ans

Profession/ Catégorie socio-professionnelle de l'interrogé :

.....
.....
.....

L'individu est :

En activité au chômage retraité Autre :

Depuis combien de temps habitez-vous à Cluny ?

.....
.....
.....

Envisagez-vous d'y vivre sur une longue période ? Expliquez votre choix

.....
.....
.....

Avez-vous des propositions en termes de lieux qui ne sont pas exploités à leur maximum au sein de la ville, des activités manquantes, des lieux abandonnés, qui pourraient créer de l'emploi lors de leur amélioration ou re mise en service ?

.....
.....
.....

Avez-vous d'autres éléments importants à nous faire parvenir ? Sur la ville, les habitants, le projet, les endroits :

.....
.....
.....